

# Les valeurs en politique

## Dépolitisation ? abstention ? protestation ?

### L'essentiel L'essentiel L'essentiel L'essentiel

Les Français n'ont jamais été des citoyens parfaits, complètement informés de la chose publique, soucieux de débattre de tous les choix collectifs et prêts à faire entendre leur voix pour faire triompher leur point de vue politique.

Peu de gens vivent essentiellement pour la politique. Mais on ne peut parler d'une dépolitisation générale, le niveau moyen de politisation a toujours été faible mais n'a pas baissé depuis deux décennies.

C'est en fait seulement l'affaiblissement récent de la politisation dans les jeunes générations qui constitue un indice éventuellement inquiétant. Ceci dit, ces jeunes, moins soucieux de s'informer en matière politique, souvent plus critiques à l'égard des hommes politiques et des institutions de la démocratie représentative, continuent à intégrer des valeurs politiques. Les jeunes ont des opinions et les manifestent même de manière plus forte qu'autrefois.

La participation dite protestataire, certes ponctuelle, s'est beaucoup développée depuis vingt ans, notamment parmi les jeunes. Le rapport des Français à la politique n'est donc pas plus distendu, il est différent.

Le rapport à la politique est moins conformiste, on s'en remet moins à des porte-parole, les gourous politiques ne font plus recette, on adopte moins des idéologies toutes faites. Le rapport à la politique est plus individualisé, plus autonome. Les points de vue des leaders d'opinion ne sont plus que des repères que chacun juge et soupèse, avec davantage de distance critique qu'autrefois.

On n'est cependant pas entré dans l'individualisation totale du croire politique. Chacun bricole à partir de ses appartenances, en fonction de valeurs politiques qui font sens pour lui. L'univers de la politique est donc plus nuancé qu'autrefois, il n'en reste pas moins un univers régulé, sinon toujours prévisible.

# L'EXPOSÉ L'exposé L'exposé L'exposé L'exposé

Pierre Bréchon <sup>1</sup>

Si les Français ne valorisent pas beaucoup l'action politique, on ne peut parler d'une dépolitisation récente et nouvelle<sup>2</sup>.

## Dépolitisation : une fausse idée reçue

Ce thème de la dépolitisation semble douteux. On idéalise trop le passé, comme si, autrefois, tous les Français avaient été très actifs en politique et, aujourd'hui, s'en désintéresseraient. En fait, les Français ne se dépolitisent pas, ils n'ont jamais été très politisés. Leur intérêt pour la politique se situe à un niveau plus faible que celui des pays de l'Europe du Nord, par exemple.

Cela étant, des questions se posent pour l'avenir. La politisation peut être définie comme un intérêt pour la politique, une valorisation de ce domaine, qui se traduit aussi par une compétence et une connaissance : s'informer sur l'actualité, connaître le programme des partis et des leaders politiques.

Toutes les enquêtes montrent que, plus on est éduqué scolairement, plus on est politisé. Les niveaux de politisation auraient donc dû progresser dans le temps, au fur et à mesure que les Français étaient plus scolarisés. Or ce n'est pas ce qu'on a observé depuis vingt ans.

**Quand vous êtes entre amis, vous arrive-t-il souvent, de temps en temps ou jamais de discuter politique ? (% verticaux) <sup>3</sup>**

	1981	1990	1999
Souvent	12	12	12
De temps en temps	50	53	53
Jamais	38	35	35

Les niveaux de politisation sont stables pour la moyenne des Français, mais plutôt en baisse chez les jeunes, qui sont pourtant de plus en plus instruits. Tout se passe comme si la scolarisation et l'ouverture sur le monde se traduisaient moins souvent qu'auparavant par un intérêt pour la chose publique.

## Abstention : un changement de signification

Pour attester cette dépolitisation des Français, les observateurs évoquent la montée des taux d'abstention dans les élections récentes. C'est en partie vrai : l'abstention monte chez les moins de 40 ans, dans les élections qui ont de faibles enjeux politiques, notamment dans les élections européennes, les cantonales, les régionales, où le taux atteint parfois des records : près de 70 % lors du référendum sur le quinquennat, à peu près 50 % lors des élections européennes de 1999, contre 37 % en 1979...

<sup>1</sup> - Exposé du 16 octobre 2001

<sup>2</sup> - Voir Pierre Bréchon, " L'univers des valeurs politiques : permanences et mutations ", dans *Les valeurs des Français*, p. 105-128.

<sup>3</sup> - Source : Enquêtes sur les Valeurs des Français.

Taux d'abstention aux élections présidentielles et législatives en France <sup>4</sup>

Elections présidentielles	1er tour	2ème tour	Elections législatives	1er tour	2ème tour
1965	15,2	15,7	Octobre 1945	20,1 (*)	
1969	22,4	31,1	Juin 1946	18,1 (*)	
1974	15,8	12,7	Novembre 1946	21,9 (*)	
1981	18,9	14,1	Juin 1951	19,8 (*)	
1988	18,6	15,9	Janvier 1956	17,2 (*)	
1995	21,6	20,3	Novembre 1958	22,8	25,2
2002	28,4	20,3	Novembre 1962	31,3	27,9
			Mars 1967	18,9	20,3
			Juin 1968	20	22,2
			Mars 1973	18,7	18,2
			Mars 1978	16,8	15,1
			Juin 1981	29,1	24,9
			Mars 1986	21,5 (*)	
			Juin 1988	34,3	30,1
			Mars 1993	30,8	32,4
			Mai-juin 1997	32,0	28,9

(\*) En octobre 1945 et en juin 1946 se déroulent les élections à deux assemblées constituantes au scrutin proportionnel de liste dans le cadre départemental. Le même mode de scrutin sera utilisé pour les trois élections législatives de la IV<sup>ème</sup> République et en mars 1986.

Jusque là, l'abstention ne montait que faiblement pour l'élection présidentielle, qui apparaît comme le scrutin le plus important : au premier tour de 1981, il y a eu 18,9 % d'abstentions, 18,6 % en 1988 et 21,6 % en 1995. Mais en 2002, dans une conjoncture politique certes particulière, le record des abstentions à un premier tour d'élections présidentielles a été pulvérisé (28,4 %). L'élection présidentielle ne semble plus mobiliser autant qu'avant, certains électeurs manifestant par leur abstention leur déception à l'égard de tous les hommes politiques. Pour le second tour, la mobilisation anti-Front National a été forte, ce qui n'a pas empêché que l'abstention reste à un niveau assez élevé, 20,3 %, comme en 1995.

En fait, le sens du vote est en train de bouger. Jusqu'à ces dernières années, les Français votaient surtout par sens du devoir, même sans très bien savoir quelle tendance était la meilleure. Un bon citoyen se devait d'aller voter. De plus en plus, on vote non plus par devoir, mais en fonction des enjeux politiques perçus. Désormais, il faut ressentir l'intérêt du vote pour se déplacer aux urnes. Le vote s'est en quelque sorte individualisé. Pour aller voter, l'électeur doit être personnellement convaincu qu'il y a de vrais enjeux de société, de vraies différences entre candidats. Il ne se déplace que s'il a le sentiment que son vote a du sens. Et il réfléchit davantage avant de donner son vote à une tendance politique. Il s'abstiendra parfois par rejet des tendances politiques en compétition ou simplement parce qu'il n'est pas convaincu par l'offre électorale.

Evidemment, le sens du vote est quand même plus facilement perçu pour une élection présidentielle, beaucoup moins pour des élections européennes, puisque les députés européens n'ont que peu de pouvoirs. C'est la même chose pour les conseillers généraux qui, notamment dans les villes, sont presque inconnus de la population. La forte abstention enregistrée lors des élections cantonales se comprend donc assez bien.

Une conclusion s'impose : puisque les Français votent désormais surtout quand ils perçoivent l'importance des enjeux politiques et qu'ils choisissent alors de s'exprimer, les abstentionnistes périodiques sont plus nombreux qu'auparavant, alors que l'abstention permanente et la non inscription sur les listes électorales n'augmentent pas.

4 - D'après Pierre Bréchon, *La France aux urnes. Cinquante ans d'histoire électorale*. Les études de la documentation française, 3<sup>ème</sup> édition, 1998.

## Une participation protestataire

---

Relativement peu politisés, ne participant aux élections que s'ils ressentent l'importance des enjeux électoraux en débat, les Français sont cependant plus protestataires qu'avant.

### Les hommes politiques, cibles de toutes les critiques

Les Français sont très critiques à l'égard des hommes politiques. La critique s'est même renforcée. Il n'y a aujourd'hui que 18 % des Français qui estiment que les hommes politiques s'occupent beaucoup ou assez de ce que pensent les gens, contre 36 % en 1978 (source : enquêtes électorales françaises). Le climat des affaires, qui ont touché certains hommes politiques, déteint probablement sur l'image de l'ensemble de la classe politique.

Les Français attendent beaucoup, probablement trop, des hommes politiques. Ils voudraient des hommes politiques parfaitement intègres, parfaitement moraux, tout dévoués au bien public pour un salaire ne dépassant pas celui des classes populaires ou du Français moyen.

Les citoyens voudraient que les hommes politiques apportent le bonheur sur terre, qu'ils arrivent à supprimer toutes les contraintes que subissent les citoyens : leurs décisions devraient n'apporter que des avantages et pas d'inconvénients... Évidemment, les hommes politiques n'arrivent pas à " raser gratis ".

### Des Français qui "pétitionnent"

Plus facilement critiqués, les hommes politiques sont aussi nettement plus contrôlés dans leur action qu'autrefois. Hier, un maire pouvait faire assez facilement la politique qu'il voulait, une fois qu'il avait été élu. Aujourd'hui, beaucoup d'associations de quartiers, de groupes municipaux s'expriment sur de très nombreuses questions locales. Ils demandent la prise en compte de leurs intérêts et de leurs besoins. Tout projet municipal rencontre de multiples récriminations qui s'expriment dans des tracts, des pétitions, des manifestations. Un maire doit en fait beaucoup dialoguer, participer à une multitude de réunions de concertation pour essayer de rapprocher les points de vue sur les projets en cours.

On n'a jamais tant manifesté et pétitionné en France que pendant ces dernières années, toutes catégories de population confondues. La manifestation n'est plus une spécificité ouvrière, toutes les professions et groupes d'intérêt la pratiquent, depuis les lycéens et étudiants qui font ainsi leur éducation politique jusqu'aux professions libérales et aux parents d'élèves de l'enseignement privé. Autrement dit, les Français ne sont pas très politisés mais peuvent se mobiliser ponctuellement lorsqu'ils sentent l'importance de réagir, par exemple pour défendre les acquis sociaux, contre un libéralisme économique jugé trop fort (cf. les grèves de l'automne 1995) ou pour s'opposer à la montée de l'extrême droite, comme on l'a vu entre les deux tours de l'élection présidentielle récente.

## Plus de libertés et ... plus de règles

---

Les Français sont plutôt favorables au libéralisme économique, mais ils veulent en même temps des politiques sociales pour éviter les dégâts engendrés par ce libéralisme. Ils peuvent donc soutenir des idées qui empruntent à la fois aux thèses classiques de la droite et de la gauche, la droite étant traditionnellement libérale en économie et la gauche plus sociale.

Sur beaucoup de questions politiques, les Français tiennent des théories nuancées, qui empruntent à la fois aux discours classiques de droite et de gauche. Ainsi, ils sont très soucieux des libertés individuelles : selon eux, l'État n'a pas à réguler la vie privée. Mais en même temps, pour ce qui regarde l'ordre social, ils sont attachés à l'existence de règles du vivre ensemble : il faut de l'ordre social. Dans une société où la petite délinquance s'est développée, les gens sont inquiets pour la sécurité collective, beaucoup souhaitent qu'il y ait un renforcement de l'ordre, de l'autorité, des forces de police. Cette montée des valeurs d'ordre est même particulièrement forte chez les jeunes. On peut donc à la fois vouloir beaucoup de libertés individuelles et souhaiter que fonctionne une organisation de la vie collective, avec un plus grand respect des règles. Là aussi, les valeurs de gauche et de droite semblent se rencontrer.

## France de gauche ? France de droite ?

En matière politique, les Français apparaissent moins dichotomiques et tranchés qu'autrefois. Ils ne sont plus pour des solutions de gauche ou de droite aussi entières et idéologiques qu'auparavant. Ils s'en remettent moins facilement à de grands maîtres à penser dont ils prendraient de manière toute faite les idées. Certes, les individus ont besoin de repères, ils veulent pouvoir écouter les gourous, mais pas pour les suivre aveuglément ; ils exigent de pouvoir discuter et adapter leurs thèses. Chacun veut penser par lui-même, se bricoler ses idées politiques, avec une assez forte conscience qu'il faut tenir compte de multiples contraintes antithétiques. En matière politique comme en matière religieuse, les Français ont découvert l'art de la nuance et des recompositions individualisées. Mais cela ne signifie pas qu'ils n'auraient plus d'identité politique.

Dans les sondages, beaucoup disent que la gauche et la droite n'ont plus de sens. En fait, ils veulent surtout exprimer que les gouvernements de gauche et de droite ne font pas des politiques très différentes. Ce qui s'explique d'ailleurs assez bien par le jeu des contraintes et des pressions de multiples groupes d'intérêts qui s'exercent en permanence sur le pouvoir politique. Il n'y aurait plus véritablement d'écart entre un programme gouvernemental de droite et de gauche. Par contre, dans les sondages, les mêmes individus qui disent qu'il n'y a plus de différence entre la gauche et la droite acceptent de se positionner sur une échelle gauche droite ; et leur répartition est en fait très stable dans le temps. À peu près les mêmes pourcentages se réclament de chaque identité politique en 1981 et en 1999.

### Distribution sur l'axe gauche droite (% verticaux)<sup>5</sup>

	1981	1990	1999
Note 1-2 / Gauche	9	7	11
Note 3-4	21	26	22
Note 5-6	36	30	34
Note 7-8	13	14	12
Note 9-10 / Droite	3	2	5
Non-réponse	19	21	17

*On a proposé aux gens de se situer de gauche à droite sur une échelle de 1 à 10 : 1 étant très à gauche et 10 très à droite. La moyenne des réponses se situe à 4,86 (question 53) <sup>6</sup>*

Quand on regarde ce que répondent à des questions d'opinion les individus qui se revendiquent de la droite et de la gauche, on voit qu'ils n'ont pas les mêmes opinions. Il y a donc bien des systèmes de pensée différenciés entre gauche et droite, mais les écarts ont tendance à se restreindre au profit d'un certain consensus.

La gauche et la droite n'ont pas des valeurs complètement opposées. Dans les années 70, la gauche était pour un type de société et la droite pour un autre. Aujourd'hui, globalement, gauche et droite sont pour des valeurs démocratiques et pour une économie libérale. Mais la dose de correctifs sociaux au libéralisme n'est pas la même selon les deux camps. Les débats politiques sont toujours aussi conflictuels, mais on ne se bat plus sur des programmes aussi différents.

## Deux tendances symptomatiques

En finale, deux points particuliers sont à souligner comme particulièrement significatifs : l'un porte sur l'attachement à la démocratie et l'autre sur les attitudes à l'égard des immigrés.

### La démocratie menacée ?

On pourrait penser qu'on est dans un pays où tout le monde est favorable à la démocratie. Et ce n'est pas faux : 83 % trouvent que c'est un très bon ou un assez bon système politique. Mais certaines personnes qui déclarent soutenir la démocratie trouvent aussi parfois des vertus à d'autres systèmes politiques. Un tiers des

<sup>5</sup> - Les valeurs des Français, p. 119

<sup>6</sup> - Les valeurs des Français, p. 262

Français trouve très ou assez bon un système conduit par " un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections ". Et 44 % seraient très ou assez satisfaits par un gouvernement des experts ; 44 % trouvent donc des vertus à un gouvernement de technocrates qui saurait mieux que le simple citoyen quelles sont les bonnes politiques pour le pays.

### Les types de gouvernement (% horizontaux) <sup>7</sup>

	Très bon	Assez bon	Assez mauvais	Très mauvais
Un homme fort, libre face au parlement	12	20	22	39
Le pouvoir de décision aux experts	13	33	23	21
Un gouvernement militaire	1	3	13	80
Un système politique démocratique	50	33	6	3

Il y a donc une fragilité dans l'attachement à la démocratie. Dans une situation de crise, une partie des Français pourrait se laisser séduire par des formules de gouvernement plus ou moins autoritaires.

Dans l'enquête, on observe que les réponses non démocratiques sont d'autant plus fréquentes qu'on est au bas de l'échelle sociale, avec un faible niveau de revenu, d'éducation et de politisation. Il y a aussi des liens avec l'orientation politique. Les attitudes anti-démocratiques sont nombreuses à l'extrémité droite de l'échelle politique et minimales à son extrémité gauche.

Si l'on veut renforcer les valeurs démocratiques, il faut probablement s'interroger sur les mesures qu'il conviendrait de mettre en œuvre, à travers l'école et à travers les réseaux associatifs, pour éduquer à la démocratie. Les cours d'instruction civique ne sont probablement pas la seule bonne manière d'éduquer à la démocratie, mais ils sont importants, et il y a certainement plusieurs manières, plus ou moins efficaces, de faire de l'éducation civique. L'éducation à la démocratie pourrait aussi passer à travers une politique de programmes sur les chaînes de télévision ou dans les médias écrits, nationaux ou locaux.

### La crainte de l'étranger ?

Globalement, les Français craignent plutôt l'immigration et les immigrés. Si un tiers des Français est d'accord pour " laisser venir les étrangers tant qu'il y a du travail disponible ", un Français sur deux est partisan de limitations strictes et 10 % sont pour l'interdiction des entrées. Deux Français sur trois souhaitent que les étrangers abandonnent les coutumes de leur pays au profit des nôtres ; et peu de Français expriment leur solidarité à l'égard des immigrés. Beaucoup se disent prêts à aider les Français en situation difficile : par exemple, 61 % se disent prêts à aider les malades et handicapés, 58 % les personnes âgées, 48 % les gens du voisinage. Par contre seulement 24 % se disent prêts à aider les immigrés en France.

### Nous allons maintenant parler des gens qui viennent de pays moins développés pour travailler ici. Qu'est-ce que le gouvernement devrait faire selon vous ?

Laisser venir toute personne qui le désire	5 %
Laisser venir les gens tant qu'il y a du travail disponible	33 %
Mettre des limites strictes au nombre d'étrangers pouvant venir ici	48 %
Interdire aux gens des autres pays de venir ici	10 %
NSP/SR	3 %

<sup>7</sup> - Les valeurs, p.124.

Face à ces tendances, les logiques de réponses sont à peu près les mêmes que pour la démocratie. Plus on est éduqué, plus on a des revenus élevés, plus on est socialement favorisé, plus on est politisé, plus on est aussi ouvert aux étrangers et aux immigrés. Et l'orientation politique joue, là aussi, un rôle important : on est sensiblement plus favorable aux immigrés à gauche qu'à droite. L'attitude à l'égard des étrangers est aussi très différente selon qu'on est sociable, ouvert aux autres, membre d'associations ou replié sur soi-même, insécurisé et méfiant à l'égard d'autrui. Le rejet des étrangers participe donc d'une culture politique plus large, faite d'une incapacité à accueillir la différence, d'une méfiance pour tout ce qui est inconnu, d'un rejet de l'autre sous toutes ses formes et d'une attitude autoritaire.

## SOCIÉTÉ CIVILE ET SOCIÉTÉ POLITIQUE : DES LIENS RENFORCÉS ?

*On parle d'affaiblissement de la citoyenneté, ne devrait-on pas aller plus loin et dire que la société civile, dans son ensemble et dans sa composante associative en particulier, pourrait être l'antidote à cet affaiblissement ? Au fond n'a-t-on pas besoin de ré-enraciner l'engagement citoyen des gens dans la proximité, à travers tous les réseaux d'organismes, d'institutions. Cela permettrait de donner des objectifs concrets, facilement compréhensibles, d'éviter les dérives et de permettre des coopérations provisoires qui sont essentielles dans la vie sociale et politique. Autrement dit : pour faire vivre la démocratie, ne faut-il pas renforcer les liens entre société civile et société politique ? Cela pourrait permettre aux politiques de vivre dans un milieu plus interactif et de n'être pas en position d' "apesanteur sociale", comme ils le sont souvent.*

Un président d'association de formation civique

## LES FEMMES EN POLITIQUE

*La montée en puissance des femmes en politique correspond à celle du besoin de proximité. Au-delà de la nécessité de parité, c'est une approche renouvelée qui accompagne ce mouvement : moins de conflits idéologiques, moins de combat pour le pouvoir lui-même, davantage d'écoute, davantage de négociation. Serait-ce une raison de voir ainsi de nombreuses femmes élues dans des mandats de gestion communale alors même qu'elles parviennent peu aux postes de présidente de département, de vice-présidente du Grand Lyon ou de ministre ? Mais ce n'est pas pour autant que la parité existe. Lorsque la loi ne l'oblige pas, les femmes ne sont pas admises à la candidature ou élues. Et le type de délégations qu'elles reçoivent au sein des conseils municipaux mériterait d'être regardé de près.*

Une responsable d'association civique féminine

## LES " NOUVEAUX " ÉLUS

*Les élus venus en politique avec l'affaiblissement des conflits idéologiques, la fin de la guerre froide, les mouvements sociaux de protestation, ancrent leur action dans une vie démocratique locale forte, qui semble refonder le politique, lui redonner sa légitimité. Ils se voient co-responsables avec leurs mandants du développement du monde actuel. Cela passe par une participation accrue des citoyens à la chose publique et une confiance réciproque de l'élu et du citoyen.*

*L'élu est comme tout le monde et il ne faut pas avoir des attentes démesurées vis-à-vis de lui : il est inscrit dans un quartier, une famille, une profession, il a besoin d'une rémunération convenable, il ne vit pas de sa fortune, il a des convictions... Il serait dangereux pour la démocratie de ne pas le considérer comme l'un d'entre nous. C'est un élu " modeste " qui semble convenir aux attentes d'aujourd'hui, même si on est tenté dans le même temps de tout attendre de ses décisions.*

Un élu politique

# Le débat le débat le débat le débat le débat

## Vers de nouvelles relations entre citoyens et élus ?

Notre société démocratique évolue avec des tensions internes parfois fortes où chaque individu, ou groupe social, formule ses attentes et les adresse aux responsables qu'il a élus pour orienter la vie collective. Il exige, il se mobilise, il entreprend. Notre société se trouve partagée entre des demandes diverses, traversée de contradictions, pressée par le temps.

- On voit poindre de nouveaux types d'associations nées de "coups de cœur" ou de "coups de gueule" et de nouvelles formes d'expression politique (des collectifs provisoires) portant davantage d'attention aux problèmes de la vie quotidienne : sécurité, cadre de vie, éducation, etc.

- Dans le même temps, de nouveaux élus semblent très soucieux de cette proximité avec les gens,

qu'ils votent ou non d'ailleurs. Ils proposent moins un programme qu'une façon d'élaborer la décision publique par concertation. Les partis politiques suscitent moins d'intérêt : ils ne sont plus les seuls lieux où se discutent des orientations et s'écrivent des programmes d'actions.

- La vie associative, elle-même, connaît des difficultés proches de celles de la vie politique. Actuellement, l'adhésion associative, en France, globalement, est à peu près stable. En revanche, à l'intérieur du monde associatif, des catégories d'associations ont la cote (loisirs, culture) et d'autres sont en perte de vitesse. Les engagements qui supposent une certaine continuité, en particulier pour gérer les structures associatives, se font de plus en plus rares.

## De la protestation à la construction commune de la société

Beaucoup s'interrogent sur la situation nouvelle de notre pays où chacun veut obtenir gain de cause, critique les élus et, dans le même temps, attend d'eux une réponse positive à ses revendications. La capacité de mobilisation de nos contemporains est grande, lorsqu'ils voient leurs intérêts ou un style de société menacés ; elle s'exprime avec d'autant plus d'énergie qu'elle ne dure pas.

On voit arriver toute une activité protestataire autour de causes, petites ou grandes, qui mobilisent fortement pendant un temps un certain nombre de personnes : mouvements sociaux, associations nouvelles...

On voit s'organiser aussi tout un travail de lobbying. Mais en France nous n'avons pas le terreau, sur lequel surgit le lobbying anglo-saxon et qui se définit par la capacité à prendre en charge certains problèmes par le volontariat (vie quotidienne, modes de consommation), sans tout attendre de l'État. L'individualisme règne en maître et le lobbying est en fait une pression pour que l'État prenne en charge les problèmes.

Cette individualisation des valeurs est, pour la démocratie locale, une force et parfois une difficulté. Cela veut dire que les gens réfléchissent, sont

prêts à se mettre autour d'une table pour discuter de dossiers. Mais en même temps, s'ils ont des convictions et des intérêts divergents, le débat sera difficile et la décision risque d'être retardée ou de mécontenter en fin de compte tout le monde.

Aussi peut-il paraître plus simple pour un élu d'entretenir une relation individuelle avec tel protestataire puis avec tel autre : il satisfait l'un et entretient un réseau de sympathisants sinon de "clients", il mécontente l'autre et s'en fait un opposant provisoire ou définitif. Cela aussi est plus simple pour le protestataire : il trouve ou non une écoute de la part de l'élu mais il n'a pas de responsabilité dans la décision, il se contente d'applaudir ou de dénoncer.

Il faut bien admettre que les lenteurs et les lourdeurs des processus de la démocratie participative, ajoutées à celles de la démocratie représentative et à celles de l'administration, commencent à lasser les gens qui ne voient jamais arriver de décisions ou leurs effets sur le terrain. Après un temps où l'on réclame d'être écouté des élus, un temps de débats publics en tous genres à tous propos, on en viendrait à dire que le plus simple c'est de demander aux politiques de décider entre eux, quitte à les critiquer par la suite.

### **CONSTRUIRE LE " VIVRE-ENSEMBLE "**

*Les groupes d'intérêt qui renvoient aux autres la solution des problèmes ("je suis d'accord sur tel principe à condition que l'application ne dérange pas " mon chez-moi") ne construisent pas de citoyenneté. Celle-ci suppose le sentiment d'appartenance à une collectivité et la recherche de solutions satisfaisantes pour le plus grand nombre, sans oublier les conséquences de nos décisions sur les générations futures. La "gouvernance", terme qui vient définir un nouveau mode de gouvernement, c'est faire participer les gens à la construction du "vivre ensemble", c'est en faire des citoyens, des habitants de la cité : quartier, commune, département, région, nation, monde <sup>9</sup>...*

Une responsable d'association civique

### **INTÉRÊT PRIVÉ, INTÉRÊT PUBLIC**

*L'intérêt public ne découle pas des intérêts privés, il n'en est pas la somme. Le pari de la "res publica" <sup>10</sup>, c'est que la "chose publique" est confiée à tous et non pas à quelques-uns. Il n'y a donc pas d'homme fort qui impose ses vues, de mainmise d'un groupe d'intérêt sur le bien commun ; il n'y a pas non plus de clients d'un homme politique, mais une difficile avancée vers des relations citoyennes entre les individus ou les groupes.*

Un élu politique

### **DU SPECTACLE AU DÉBAT DÉMOCRATIQUE**

*Les médias devraient pouvoir, à l'instar d'autres institutions comme l'école ou la famille, apprendre à développer cet esprit de débat où la critique est un élément constructif du vivre ensemble. Non point le débat spectacle, mais une information contradictoire sur les problèmes de société. La diversité de la presse est alors une garantie de cette liberté d'opinion qui fonde la démocratie. La mise en place de contre-pouvoirs apparaît comme une des conditions de santé de la démocratie, même si c'est au prix de dépense d'énergie et de retard dans la prise de décision publique.*

Un citoyen

9 - Voir le chapitre sur le sentiment d'appartenance.

10 - Expression latine qui signifie " la chose publique "

## Comment mieux gouverner ensemble la cité ?

Avec l'expérience, des critiques se font jour sur les nouvelles manières de reconstruire du lien social dans l'élaboration de la décision publique.

- Les nouvelles façons de gouverner en concertation (" la gouvernance ") supposent que l'élu soit en capacité de réunir des personnes aux intérêts divergents et que celles-ci acceptent de chercher ensemble la solution à leurs problèmes communs. Aussi, non seulement chacun doit-il être informé de tous les éléments du problème, mais encore volontaire pour construire un intérêt collectif à partir de valeurs partagées ou, au moins, pour continuer de vivre avec les autres, et pas uniquement avec ceux qui partagent ses idées. La démocratie étant le pouvoir au peuple, on ne peut en être partisan lorsque l'on y trouve son intérêt particulier et la décrier en cas contraire.

- Les lieux de débats contradictoires (conseils consultatifs, commission...) sont des formes stables de concertation, mais aujourd'hui des formes plus souples et plus proches des gens manquent pour prendre en compte les désirs et les intérêts des individus et des groupes et répondre rapidement à des problèmes de vie quotidienne.

- Avec les mouvements de protestation, avec les nouvelles formes d'engagement court et intense, pour ou contre une idée, l'action politique suppose une réactivité rapide pour qu'émerge un intérêt général. Or la démocratie est un processus lent lorsqu'elle veut garantir les libertés de chacun.

La plupart s'accordent à dire que l'action politique doit inventer des méthodes de résolution des problèmes qui associent les différents acteurs concernés, au-delà de la seule mobilisation des leaders d'opinion, des responsables d'associations reconnues, "des gens en place"... Plusieurs pistes ont été esquissées.



> *Evoluons-nous vers une société à l'américaine avec des groupes de pression efficaces au détriment du débat de type " parlementaire " toujours long et semé d'embûches ?*

> *Les gens, se lassant à force de débats et discussions qui reportent sans cesse la décision, n'en viendront-ils pas à rejeter les politiques et les " élites " qui les conseillent, les experts et les citoyens actifs ? N'y aura-t-il pas bientôt un dégoût de tous ces conseils mis en place auprès des élus ? Une cassure entre les citoyens proches des élus et les autres ?*

> *La tentation ne pourrait-elle pas surgir d'avoir recours à un homme fort, une pensée forte et une méthode forte, pour en finir avec les disputes, la pensée molle et la contestation permanente ? S'en remettre à quelqu'un ou quelques-uns plutôt que de s'affronter aux autres qui ne partagent pas le même point de vue ?*

### Etendre les processus démocratiques

La démocratie est un apprentissage quasi permanent du débat délibératif, c'est-à-dire de la discussion qui a pour finalité une décision publique. Il ne saurait y avoir de démocratie pour la gestion des affaires publiques si d'autres lieux ne connaissent pas eux aussi des approches de même type : vie à l'école, vie en entreprise, et parfois même vie associative. De nombreuses réalisations peuvent illustrer cet apprentissage souvent appelé "éducation à la citoyenneté"<sup>8</sup>.

### Se donner les moyens de la démocratie

Si l'on veut que les gens participent davantage à la vie publique, il va falloir en trouver les moyens, comme par exemple : une meilleure mise en oeuvre du statut du bénévole, des moyens donnés au parent isolé pour qu'il puisse participer à un conseil de classe, des méthodes pour aller au devant des personnes qui ne se déplaceront pas pour une réunion de débat, etc. Le coût de la démocratie n'est pas seulement financier : c'est aussi une dépense d'énergie, une inventivité, un partage de savoir-faire...

### Apprendre à intégrer la critique

La démocratie suppose l'acceptation de la contradiction au sein du débat, la capacité des uns et des autres, et non seulement des élus, à supporter des points de vue adverses, la capacité à prendre en compte la critique d'autrui pour modifier son propre point de vue plutôt que de la diaboliser. Par exemple, la critique même du fonctionnement démocratique est ressentie par certains comme une remise en cause de ce système de gouvernement, alors que d'autres voient là précisément un ressort indispensable de la vie démocratique.

<sup>8</sup> Lire dans le chapitre sur la Valeur Travail les propositions de changement de la vie en entreprise.



## Des livres

---

Serge BERNSTEIN (dir.), *Les Cultures politiques en France*, Paris, Le Seuil, 1999.

Pierre BRÉCHON, *La France aux urnes. Cinquante ans d'histoire électorale*, Paris, Les études de la Documentation française, 1998, 3ème édition.

P. BRECHON, A. LAURENT, P. PERRINEAU, (dir.), *Les Cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

Pierre BRECHON (dir.), *Les partis politiques français*, Paris, Les études de la Documentation française, 2001.

Pierre BRECHON, (dir.), *Les élections présidentielles en France. Quarante ans d'histoire politique*, Paris, Les études de la Documentation française, 2002.

G. GRUNBERG, N. MAYER, P.M. SNIDERMAN, , (dir.), *La Démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

" La gouvernance ", *Les Cahiers Millénaire* 3, n° 9.